

Le rôle préventif du *sens civique* sur la criminalité.

Etude comparative dans les provinces italiennes¹

Uberto Gatti (Università di Genova, Italie)

Hans M.A. Schadee (Università di Milano-Bicocca, Italie)

Richard E. Tremblay (Université de Montréal, Canada)

1. Introduction

L'approche comparative pour l'étude scientifique de la délinquance a été utilisée dès la naissance des sciences sociales. En 1829 le statisticien français André-Michel Guerry et le Géographe vénitien Adriano Balbi publièrent à Paris le premier exemple qui ait été réalisé d'une carte géographique avec des zones de couleurs estompées aux diverses tonalités représentant les taux de criminalité dans les différentes régions françaises (Beirne, 1993). Grâce à l'élaboration de trois cartes, la première qui reflétait les taux des délits contre la personne, la deuxième ceux contre la propriété et la troisième qui rapportait les taux d'analphabétisme, la cartographie criminelle prenait jour ; par la suite, Guerry dans son œuvre « *Les statistiques morales* » la perfectionna. A la même époque, le belge Quetelet s'interrogeait sur les rapports entre les caractéristiques de l'environnement et la délinquance, avec l'idée que, au-delà des dispositions individuelles, il existe des facteurs sociaux, culturels, économiques, physiques, etc. pouvant représenter des éléments qui facilitent ou inhibent la criminalité.

Il s'agissait des premières enquêtes scientifiques sur la criminalité, qui devancèrent de quelques décennies l'œuvre de Lombroso, le fondateur de la criminologie, connu pour son approche biologique, mais qui, en réalité, utilisa aussi amplement la méthode comparative, au niveau national et transnational, élaborant des statistiques très minutieuses et sophistiquées, au point d'être loué par Quetelet (Gatti et Verde, 2004).

Au début du XXe siècle, l'approche écologique pour l'étude des délits reprit vigueur en Amérique grâce aux travaux connus de Shaw et Mckay (1942), mais cette approche fut par la suite mise en crise par le célèbre article de Robinson (1950) sur *l'erreur écologique* (« *ecological fallacy* »). Cet article souligna combien il était incorrect de transférer à un niveau individuel les corrélations relevées grâce à des agrégations de données. A la suite des thèses de Robinson,

¹ Texte de la conférence du Prof. Gatti au 10^{ème} Colloque de l'AICLF, Istanbul, 22-23 mai 2006.

de nombreux criminologues abandonnèrent les raisons écologiques du délit et, comme le met en évidence Bursik (1988), la criminologie « *hypercompensa* » en déplaçant l'attention sur les motivations individuelles incitant au délit et en diminuant l'intérêt porté au rôle des groupes et de la communauté.

Malgré ce déplacement d'intérêt, certains savants continuèrent leurs recherches sur la criminalité en utilisant les variables de type écologique au moyen de diverses techniques statistiques, telles que la régression multiple, l'analyse des facteurs (Lander, 1954), la « *social area analysis* » (Shevky et Bell, 1955). La nécessité d'une approche structurale fut soulignée par Blau et Blau (1982), selon lesquels une zone doit être prise en considération non seulement comme étant le résultat de la somme de caractéristiques individuelles, mais aussi comme étant l'expression de la structure sociale, en évaluant, par exemple, l'inégalité économique. A ce point de vue, la recherche de Blau et Blau (1982) sur les actes criminels violents apparaît significative ; dans cette recherche les délits violents résultent plus en corrélation avec les différences économiques à l'intérieur d'une zone qu'avec la pauvreté des habitants de la zone. D'autres innovations dans l'étude écologique et comparative de la criminalité ont été introduites au moyen de l'analyse de la répartition des occasions de commettre des délits, de la structuration des activités quotidiennes dans les différentes zones, et en ce qui concerne la mesure de la criminalité, au moyen d'études de la délinquance autoreportée et d'études de victimisation.

A l'heure actuelle, toutefois, un résultat satisfaisant et univoque sur les rapports entre environnement et criminalité n'a pas été obtenu ; rapports qui représentent encore l'un des champs d'étude de la criminologie (Sampson, 1987) le plus intéressant, tant pour ses implications cognitives que pour les utilisations pratiques à des fins préventives possibles. Il pourrait donc être opportun de vérifier, au sein de la perspective écologique, de nouvelles hypothèses et de nouvelles voies grâce à l'utilisation de données et de critères encore inexplorés.

C'est dans ce sens qu'il peut être utile d'évaluer l'influence sur la criminalité d'une caractéristique particulière de la vie collective, le *sens civique*, définissable comme la *propriété d'un tissu social caractérisé par l'engagement socio-politique, la solidarité, la confiance réciproque*, dont l'analyse peut être rapportée à celle de spécialistes fondamentaux des sciences politiques tels que Machiavel et Alexis de Tocqueville et, plus récemment, des auteurs tels que Almond et Verba (1963), Banfield (1958), Coleman (1988), Putnam (1993) et Fukuyama (1995).

Dans le domaine de la criminologie un certain nombre de théories et de recherches empiriques se rapportent au rôle joué par des aspects particuliers de la société qui, directement ou indirectement, sont liés au sens civique des citoyens.

Certains criminologues (comme Sampson et al, 1997 ; Hagan, 1994 ; Savage et Kanazawa, 2002 ; McCarty et al., 2002 ; Kubrin et Weitzer, 2003 ; Salmi et Kivivouri, 2006), utilisent le concept de « *capital social* » ; ce concept connu une diffusion toujours plus grande à partir de la fin des années 1970 et fut défini comme l'ensemble des ressources qui découlent de la possession, de la part d'un acteur social, de relations de connaissance mutuelle ou d'identification (Bourdieu, 1980), ou bien comme le niveau de confiance interpersonnelle (Fukuyama, 1995), d'engagement civique et d'associationnisme qui caractérisent la culture d'une communauté déterminée (Putnam, 1993), ou encore comme les relations entre les personnes qui facilitent l'action, et sont utilisées comme ressources pour réaliser les intérêts personnels et pour atteindre des objectifs qui sans ces relations ne pourraient pas être atteints (Coleman, 1988), ou encore comme l'investissement et l'usage fonctionnel de ressources insérées dans les réseaux sociaux (Lin, 1999). Le « *capital social* » représente donc une ressource qui s'oppose au « *capital physique* » (instruments, structures, etc.) et au « *capital humain* » (capacités acquises par l'individu à travers l'éducation et la socialisation ; Coleman, 1988).

Le concept de capital social a été pris en considération à différents niveaux, dont l'étendue va du macro-social, qui prévoit comme unité d'analyse la nation, la région ou la ville, au micro-social, centré surtout sur le capital social de la famille, tandis qu'à un niveau intermédiaire, nous pouvons placer l'utilisation du quartier ou du voisinage comme une agrégation d'observations (Gatti et Tremblay, 2005) . Tous ces niveaux d'analyse ont été utilisés pour étudier les rapports entre capital social et criminalité.

Une recherche spéciale au niveau macro-social a été menée par Lederman et al. (2002) qui ont tenté d'expliquer la différence des taux d'homicide volontaire dans 39 nations. Cette recherche a comporté une analyse multivariée qui prenait en considération comme variable dépendante le taux d'homicide dans les différents pays, et comme variables indépendantes certains indicateurs de capital social, tels que la confiance dans les membres de la communauté, la participation religieuse, la participation à des associations de bénévolat, et quelques variables de contrôle tels que la pauvreté et l'inégalité économique. Lederman et al. arrivent à la conclusion qu'une diminution de l'inégalité et une croissance économique diminuaient les taux d'homicide volontaire, mais que, à égalité de niveau économique, le capital social, mesuré à travers la confiance dans les membres de la communauté, réduisait l'incidence de ce type de délit.

Hagan (1994) considère que le capital social est un instrument important de développement de l'individu et de limitation de la délinquance et remarque combien dans la société américaine la formation d'un tel capital est entravée par trois processus particulièrement négatifs : la ségrégation résidentielle, l'inégalité raciale et la concentration de la pauvreté.

Une perspective centrée sur les rapports entre citoyens et institutions a été proposée par LaFree (1998) pour interpréter la hausse importante de la délinquance commune aux Etats-Unis du début des années 1960 jusqu'aux années 1980, puis le rapide déclin de cette délinquance au cours des années 1990. LaFree juge d'une importance fondamentale la perte de légitimité des institutions sociales, et en particulier des institutions politiques, économiques et de celles de la famille, qui a eu lieu aux Etats-Unis à partir des années 1960 jusqu'aux années 1980 ainsi que la réaction à cette crise qui a poussé à investir dans d'autres institutions, telles que la justice, le système éducatif, l'appareil du *welfare*, avec un impact positif qui, dans les années 1990 a mené à une réduction de la criminalité.

Le rapport entre le déclin de certaines institutions sociales et les comportements violents est également souligné par Dubet (1987); celui-ci, grâce à d'importantes enquêtes sur le terrain, en arrive à attribuer les explosions de violence des jeunes, qui se sont vérifiées ces dernières années dans les banlieues de quelques villes françaises, à la disparition de la culture ouvrière qui organisait autour de l'usine toute une série de lieux de rencontre, d'activités collatérales, de groupes, qui fournissaient aux jeunes des modèles d'identification, des activités possibles, des objectifs communs. Le déclin de l'usine et de la culture ouvrière a privé les jeunes d'un important point de repère et a appauvri le tissu social des grandes banlieues qui se sont transformées en des lieux caractérisés par le désespoir et la rage.

Le rapport entre capital social et homicide a été analysé par Putnam (1998). Cet auteur, dans une analyse comparée qui comprenait les 50 états des Etats-Unis, a trouvé que l'indice de capital social qu'il avait élaboré² était inversement interdépendant des taux d'homicide. Pour mieux interpréter la relation trouvée, Putnam, au moyen d'une régression multiple, introduisit comme variables indépendantes toute une série de facteurs sociaux et économiques, et trouva que le modèle le mieux en mesure de prévoir les taux d'homicide dans les différents Etats comprenait quatre variables : le *capital social*, le *niveau moyen de pauvreté*, la *composition ethnique* (pourcentage de personnes de couleur) de la population, la fraction de la *population urbaine*.

L'effet de limitation que le capital social a sur les délits violents a été analysé également par Kennedy et al. (1998), à travers l'étude des homicides et des attaques à main armée dans les 50 états américains. Ces auteurs trouvèrent une corrélation entre le bas niveau de capital social (mesuré à travers deux items du fameux « *US General Social Survey* » : appartenance à des groupes ou

² L'indice utilisé par Putnam (2000) pour cette recherche est constitué de 14 éléments, qui se rapportent à la participation des citoyens à des groupes et associations, à l'engagement civique évalué à travers le vote et la participation à des assemblées publiques, à l'implication dans des activités de bénévolat, aux rapports d'amitié et à la confiance envers les autres, etc.

associations et confiance sociale) et la forte inégalité d'une part, et les délits violents d'autre part.

Rosenfeld et al. (2001) ont étudié les rapports entre capital social et homicide en 1999 dans diverses zones géographiques des Etats-Unis. Ces auteurs ont concentré leur analyse sur deux aspects du capital social, l'engagement civique et la confiance sociale ; le premier aspect a été mesuré grâce à la participation au vote et à l'appartenance à une association de bénévolat ; le second aspect à travers quelques réponses extraites du « *US General Social Survey* ». Par leur analyse, Rosenfeld et al. ont démontré, en contrôlant toute une série de variables socio-économiques, qu'un bas niveau de capital social est associé à un niveau élevé d'homicide. Par la suite, Messner et al. (2002) ont étendu leur étude aux vols à main armée et aux lésions personnelles, soulignant que même ces délits sont inversement associés au capital social.

Toujours aux Etats-Unis, Lee et Barkowsky (2004) ont démontré, en utilisant comme niveau d'analyse les comtés, que la participation civique, tant de type laïque que de type religieux, est en mesure de réduire le taux d'homicide.

Se rapprochant d'une dimension micro-sociale, Sampson et al. (1997) utilisent le concept d'efficacité collective (définie comme étant la cohésion sociale d'un quartier combinée à la volonté des habitants d'intervenir au nom d'un objectif commun) pour interpréter les différences de diffusion de la violence dans les quartiers de Chicago, prouvant combien l'efficacité collective est, au niveau du quartier, inversement interdépendante de l'homicide, de la violence selon la perception de ses habitants et de la violence mesurée grâce à des enquêtes de victimisation.

La perspective du capital social a été également utilisée dans son acception micro-sociale, dans le but de vérifier si les relations sociales des parents influent sur le comportement antisocial des enfants (Wright et al., 2001 ; Runyan et al., 1998 ; McNeal, 1999). Récemment, McCord (2002) a prouvé que le capital social réduit, même à long terme, le risque de délits violents, en réexaminant les résultats de la fameuse étude longitudinale réalisée dans les villes de Cambridge et de Somerville aux Etats-Unis, à partir des années 1930. Les points attribués au capital social avaient été calculés en évaluant la participation à la vie religieuse de la mère, la participation de la mère à des activités de groupe, et la solidarité entre voisins. Sur la base d'une vérification réalisée plus de quarante ans après le début de l'étude, quand désormais les enfants étaient devenus des adultes, la spécialiste McCord put affirmer que le capital social des parents réduisait le risque que les enfants soient condamnés pour délits violents. Tandis que 22% des sujets élevés au sein de familles avec un faible capital social avaient été condamnés pour avoir commis au moins un délit violent, seulement 12% des 155 sujets appartenant à des familles avec un bon niveau de capital social avaient été condamnés pour de tels délits.

Une perspective proche de celle du sens civique est celle qui a été proposée dans le domaine de la criminologie par Chamlin et Cochran (1997) dans le but d'explorer les rapports entre le délit et *l'altruisme social*. Ces auteurs se réfèrent à trois approches théoriques qui ont été développées au cours de ces dernières années respectivement par Braithwaite (1989), Cullen (1994) et Messner et Rosenfeld (1994). D'après Braithwaite un style particulier de réponse de la part de la communauté à la violation de la loi, appelé le « *reintegrative shaming* » (« la honte réintégrant »), diminue le taux de délinquance de cette communauté ; ce style de réponse, à son tour, dépend d'un contexte culturel particulier, caractérisé par des attitudes de responsabilité et d'obligation morale à l'égard des autres, des valeurs qui sont apprises au cours du processus de socialisation *communautaire* ; au contraire, les sociétés *individualistes* ont davantage tendance à utiliser le « *disintegrative shaming* » (« la honte désintégrant ») pour contrôler les délits. D'après Braithwaite, si nous prenons en considération le critère « *communitarianism – individualism* », nous pouvons prévoir les taux de criminalité, puisque le communautarisme fait diminuer la récidive à travers le « *reintegrative shaming* » et décourage les actes de criminalité initiaux en inculquant un sens d'obligation sociale et morale à l'égard des autres.

Cullen (1994) propose, au contraire, comme facteur fondamental le « *social support* », qui caractérise les communautés en mesure de fournir des réseaux sociaux capables d'assurer à leurs membres des occasions de résoudre les problèmes de la vie quotidienne. D'après Cullen (1994) la différence de degré du support social présent dans les communautés explique les différences de contrôle social, d'implication individuelle dans les délits et de taux de délinquance. Dans une perspective semblable, il est possible de placer Pratt et Godsey (2002) : en comparant le taux d'homicide de 46 nations, ces auteurs aboutissent à la conclusion qu'au niveau plus élevé de support social (mesuré à travers le pourcentage du produit intérieur brut dépensé pour le système sanitaire et le système scolaire) correspond une incidence de délits plus basse, à parité de niveau économique et de caractéristiques socio-démographiques.

La perspective élaborée par Messner et Rosenfeld (1994) part d'une position différente ; c'est une revisitation de la théorie de l'anomie de Merton qui, cependant, tient compte de certains aspects de la société semblables à ceux pris en considération dans les études sur le sens civique. D'après Messner et Rosenfeld, la criminalité est particulièrement répandue aux USA non seulement parce que le rêve américain est criminogène, car il prescrit à tout le monde le succès économique et stimule un individualisme fort et une compétitivité intense, réduisant l'importance des normes qui règlementent l'utilisation des moyens légitimes ; mais encore parce que les institutions non-économiques, telles que les institutions politiques, l'école et la famille, qui pourraient inculquer des valeurs et fournir des objectifs autres que le succès économique,

sont dominées aussi aux USA par des aspects économiques et ne peuvent jouer un rôle de modération et de contraste par rapport à la compétition économique. Par conséquent, selon cette théorie, les facteurs qui rendent une collectivité « civique » peuvent jouer un rôle d'opposition au délit, en fournissant des motifs d'engagement, des objectifs et des valeurs autres que ceux purement économiques.

En Italie, nous référant au concept de « *civicness* » que Putnam (1993) avait élaboré pour étudier le fonctionnement des gouvernements régionaux italiens, nous avons commencé à étudier les rapports entre le sens civique des Italiens et la délinquance (Gatti et al., 2003). Notre recherche est centrée sur la perspective élaborée par Putnam, ne serait-ce que parce que ce spécialiste, contrairement à presque tous les auteurs cités et engagés dans l'étude de la société américaine, a fondé sa théorie en partant de l'analyse de la société italienne et c'est seulement ultérieurement que son analyse a englobé les Etats-Unis d'Amérique. En particulier, Putnam a publié en 1993 un volume, précédé par quelques essais, qui rapportait les résultats d'une recherche de vingt ans sur les gouvernements régionaux italiens.

Les régions bien gouvernées seraient surtout celles dont les habitants possèdent un sens civique plus grand ; et la présence insuffisante de ce sens, au-delà des aspects économiques, structureaux et politiques, ne permettrait pas le succès d'un bon gouvernement. Pour arriver à ces conclusions, Putnam a suivi le développement des administrations régionales, en évaluant empiriquement l'efficacité à travers des indices particuliers, soit de type objectif, tels que la capacité budgétaire, l'organisation des crèches et des dispensaires de planning familial, la stabilité des conseils municipaux, les innovations législatives, soit de type subjectif, fondés sur les jugements des habitants et sur l'évaluation d'importants notables locaux. A côté de ces relevés, Putnam a mené une analyse originale du sens civique des habitants des différentes régions, à travers des indicateurs de participation politique et d'associationnisme, expression d'un intérêt pour la communauté qui s'oppose à l'individualisme et au « familialisme ». Putnam a donc réussi à démontrer empiriquement qu'un aspect particulier du tissu social, la « *communauté civique* » caractérisée par l'engagement social et politique, l'intérêt envers les autres, une attitude communautaire, représente un aspect fondamental de la société, un capital social fondamental pour le bon fonctionnement des institutions qui est plus important que les aspects économiques ou strictement politiques. La répartition différente du sens civique dans les régions du Nord et dans celles du Sud était attribuée à des raisons historiques profondes, remontant au Moyen-âge, lorsqu'au Nord l'activité démocratique et participative des communes prévalait, tandis qu'au Sud régnait l'organisation politique centralisée et bureaucratisée de la monarchie féodale fondée par les Normands.

N'oublions pas que la publication des résultats de Putnam a suscité un consensus et un grand intérêt dans le monde, à tel point que le prestigieux « *The Economist* » a comparé l'œuvre de ce spécialiste américain à celles de Tocqueville, Pareto et Weber.

Au début de nos recherches, nous avons supposé qu'un niveau élevé de sens civique dans les régions italiennes jouait un rôle préventif contre la délinquance. En suivant dans une large mesure la méthode de Putnam, nous avons mesuré le sens civique des citoyens, d'abord au niveau régional et ensuite au niveau de la province, de façon à obtenir un nombre plus grand de cas et à pouvoir, par conséquent, approfondir l'analyse statistique (Gatti, Tremblay, Laroque, 2003).

Pour chaque province, nous avons utilisé un indice spécifique établi par la moyenne des valeurs standardisées des indicateurs pris en considération par Putnam, et en particulier le pourcentage des votants aux élections, le pourcentage des habitants de plus de 13 ans qui lisaient chaque jour un quotidien, le nombre des associations récréatives, sportives ou culturelles présentes sur le territoire pour 100'000 habitants.

Dans le but de vérifier l'effet préventif du sens civique sur les délits, nous avons mené une enquête centrée sur l'analyse de la répartition du taux d'homicides, de vols violents, de vols de véhicules dans les provinces italiennes de 1996 à 1999. L'homicide et le vol d'auto présentent un intérêt particulier d'un point de vue criminologique car les taux de ces deux délits ne sont que faiblement altérés par le problème de ce qui est appelé le chiffre obscur (caché), c'est-à-dire la part des délits effectivement commis mais contre lesquels il n'a pas été porté plainte. Le fait que les plaintes ne représentent qu'une partie des délits réellement commis est connu ; mais en ce qui concerne les homicides, nous estimons normalement que les données des plaintes portées sont suffisamment représentatives des comportements illicites effectivement réalisés. D'autre part, nous pouvons avoir la certitude que les statistiques sur les vols de véhicules reflètent la quasi totalité des actes délictuels, puisque, pour des raisons d'assurance, ce type de délit est presque toujours dénoncé. Les vols violents, au contraire, ne sont pas dénoncés dans leur totalité, mais dans un pourcentage de presque 50%, selon ce qui ressort des enquêtes de victimisation réalisées en Italie (ISTAT, 2004) ; en ce qui concerne ce délit, par conséquent, c'est avec prudence qu'il faut tenir compte des résultats.

2. Méthode de la recherche

Notre intention est de vérifier si le niveau de sens civique des italiens a un effet sur le taux des homicides, des vols violents et des vols de véhicules, en contrôlant une série de variables socio-économiques, et en utilisant comme unité d'analyse les Provinces italiennes.

2.1 Variables dépendantes ou à expliquer

Pour chacune des 103 provinces italiennes, nous avons relevé :

- 1) la moyenne des taux de plaintes (ayant entraîné une action pénale) pour *homicide volontaire, homicide involontaire et infanticide*, au cours des années 1996-1999, pour 100'000 habitants ;
- 2) la moyenne des taux de plaintes pour *vol violent, extorsion et enlèvement de personne*, au cours des années 1996-1999, pour 100'000 habitants ;
- 3) la moyenne des taux de plaintes pour *vol de véhicules* au cours des années 1996-1999, pour 100'000 habitants.

La source des données est celle des statistiques judiciaires, publiées par l'ISTAT.

2.2 Variables indépendantes ou explicatives

Pour chacune des 103 Provinces, nous avons relevé :

- 1) le sens civique des italiens, mesuré grâce à un indice spécial construit avec la moyenne des valeurs standardisées de trois des quatre indicateurs à l'origine pris en considération par Putnam, en particulier :
 - le pourcentage des votants aux élections européennes de 1999 ;
 - le pourcentage des italiens de plus de 13 ans qui feuilletaient ou lisaient chaque jour un quotidien (moyenne des années 1996-1999) ;
 - le nombre d'associations récréatives, sportives, culturelles présentes sur le territoire de la province, pour 100'000 habitants (moyenne des années 1996-1999).

Le quatrième indicateur qui avait été utilisé par Putnam (1993), le pourcentage des votants qui exprimaient un vote de préférence, a été omis puisqu'un changement de la loi électorale l'a rendu inutilisable.

Les informations au sujet de la lecture des quotidiens ont été fournies par AUDIPRESS, une agence spécialisée dans les relevés de la diffusion de la presse, à travers une enquête ad hoc sur un échantillon de 40'000 sujets. Les données sur la diffusion des associations ont été prises dans le quotidien

économique « *Il Sole 24 Ore* », qui publie chaque année une vaste série de données sur les provinces italiennes.

- 2) le taux de chômage (moyenne des années 1996-1999) ;
- 3) le niveau d'urbanisation, estimé comme la fraction d'habitants qui vivent dans des communes de plus de 80'000 habitants (moyenne des années 1996-1999) ;
- 4) la présence dans la province d'une commune d'au moins 350'000 habitants (variable dichotomique définie comme zone urbaine);
- 5) le nombre de séparations conjugales prononcées chaque année par le tribunal, pour 100'000 femmes mariées résidentes (moyenne des années 1996-1999) ;
- 6) le pourcentage de jeunes et de jeunes adultes (sujets entre 18 et 34 ans) sur le total de la population (moyenne des années 1996-1999) ;
- 7) l'appartenance de la province à une région du Sud.

3. Analyse des résultats

Nous avons tout d'abord calculé les coefficients de corrélation entre toutes les variables. Comme il est possible d'observer (voir Tab. 1) l'homicide, le vol violent et le vol de véhicule apparaissent en corrélation entre eux et sont *tous négativement corrélés avec le sens civique*.

Tableau I : Corrélations entre sens civique, facteurs socio-économiques et délits (N=103)

	1) Homicide	2) Vol violent	3) Vol d'auto	4) Sens civique	5) Chômage	6) Urbanisation	7) Gr. villes	8) Séparation	9) % de jeunes	Moyenne	Ecart type
1) Homicide	--									2.729	2.348
2) Vol violent	.449***	--								65.771	57.953
3) Vol d'auto	.358***	.770***	--							293.470	263.470
4) Sens civique	-.523***	-.288**	-.212*	--						.000	.757
5) Chômage	.703***	.483***	.360***	-.697***	--					11.601	7.640
6) Urbanisation	-.007	.367***	.449***	.336***	.004	--				18.625	18.625
7) Grandes villes	.133	.661***	.718***	.010	.161	.451***	--			.100	.298
8) Séparation	-.348***	-.076	.031	.625***	-.616***	.355***	.167	--		420.532	159.951
9) % de jeunes	.322**	.356***	.398***	-.565***	.468***	-.086	.057	-.465***	--	25.136	1.579
10) Sud	.577***	.577***	.236*	-.765***	.833***	-.168	.035	-.688***	.540***	.350	.479

* p < .05 ** p < .01 *** p < .001

De nombreuses variables sont fortement interdépendantes entre elles, et il apparaît, par conséquent, indispensable de repérer et d'éliminer les relations fausses entre les délits et les facteurs qui sont associés avec eux. Afin de mieux comprendre le rôle effectif du sens civique comme facteur de limitation des délits, nous avons donc réalisé une régression multiple en utilisant comme prédicteurs (facteurs prédictifs) le chômage, l'urbanisation, la présence de zones urbaines, la séparation conjugale, le pourcentage de jeunes, le sens civique et la variable Sud, et comme variables dépendantes l'homicide, le vol violent et le vol de véhicules. Nous avons ensuite ajouté aux facteurs prédictifs les interactions entre le sens civique et les variables territoriales, et nous avons maintenu dans la régression les interactions qui apparaissaient significatives et qui amélioreraient la variance expliquée du modèle.

Tableau 2 : Effet du sens civique et des facteurs socio-économiques sur l'homicide (N=103)		
	Beta	Sig.
Sens civique et Sud	-.318	.009
Chômage et Sud	.377	.000
Séparation	.194	.045
Sud	.456	.000
R2 adj. .534 F=30.262 Sig. .000		

Pour l'homicide, le facteur Sud se révèle le prédicteur avec le coefficient le plus élevé. Nous pouvons donc, tout d'abord, affirmer que l'homicide est lié à certaines caractéristiques particulières du Sud, qui ne sont pas comprises dans notre modèle (par exemple la culture du Sud avec ses valeurs particulières). Le sens civique est négativement associé à l'homicide, mais cette variable a un effet seulement au Sud ; il en est de même pour le chômage. Les motifs pour lesquels le sens civique prévient l'homicide seulement dans le Sud peuvent être plusieurs. D'un point de vue technico-statistique, la faible variabilité des taux d'homicide au Nord pourrait empêcher le relevé d'une relation. Il est aussi possible d'observer que dans les provinces du Nord et dans celles du Sud, les types d'homicides présents sont différents et sensibles différemment à l'influence du sens civique : dans les premières, les homicides *passionnels* et ceux qui sont commis au cours d'un délit avec *déprédation* l'emportent, tandis que dans les secondes les homicides liés à la *criminalité organisée* prévalent largement. En outre, selon les données recueillies par Coid (1983) au niveau international, plus bas est le taux des homicides sur un territoire et plus élevé est le pourcentage de ces délits attribuables à une pathologie mentale de son auteur : dans ces cas les facteurs de type individuel l'emportent probablement sur ceux de type culturel. Il faut ajouter aussi qu'en général le niveau d'homicide relativement bas au Nord rend bien plus difficile la compression des taux de ce crime, tandis qu'au Sud, où les taux sont beaucoup plus élevés, un facteur extérieur peut être plus efficace.

La séparation conjugale apparaît significativement associée à l'homicide, et il nous est donc possible d'affirmer que dans les provinces où la désagrégation de la famille est la plus répandue, nous trouvons des taux d'homicide plus élevés.

En ce qui concerne le vol violent (Tab. 3), le modèle final explique 65% de la variance, et quand la variable Sud a été éliminée, puisqu'elle n'est pas significative, les deux autres variables territoriales se révèlent importantes.

Tableau 3 : Effet du sens civique et des facteurs socio-économiques sur le vol violent (N=103)

	Beta	Sig.
Sens civique et Grandes villes	-.216	.001
Grandes villes	.553	.000
Urbanisation	.139	.039
Chômage	.256	.000
Jeunes	.157	.023
R2 adj. .647 F=38.399 Sig. .000		

Le chômage et le pourcentage de jeunes paraissent aussi des facteurs significatifs. Le rôle protecteur du sens civique est confirmé, mais seulement dans les Provinces qui comprennent de grandes villes.

En ce qui concerne les vols de véhicules (Tab. 4), il est possible d'observer que les prédicteurs utilisés expliquent une bonne partie (71%) de la variance et que le taux de ce délit est fortement associé à la grandeur des villes.

Tableau 4 : Effet du sens civique et des facteurs socio-économiques sur le vol d'auto (N=103)

	Beta	Sig.
Grandes villes × Urbanisation	-.256	.000
Urbanisation	.340	.000
Grandes villes	.540	.000
Jeunes	.276	.000
R2 adj. .705 F=61.969 Sig. .000		

Nous avons relevé, en effet, que non seulement le pourcentage des habitants d'une ville d'au moins 80'000 habitants, mais aussi la présence dans la province de grandes villes, présence qui représente un risque additionnel, sont associés au taux de vol de véhicule. Le pourcentage de jeunes dans la population augmente le risque de ce délit, ce qui est facilement compréhensible si nous considérons que ce délit est normalement associé à la jeunesse.

Le sens civique provoque un effet de limitation du nombre des vols de véhicules, mais seulement dans les zones les plus urbanisées. Le chômage, la séparation conjugale et la variable dichotomique sud/nord n'émergent pas comme prédicteurs significatifs.

4. Conclusions

Cette analyse a permis de confirmer l'hypothèse que le sens civique joue un rôle de limitation en ce qui concerne l'homicide, le vol violent et le vol de véhicules. Cette hypothèse apparaît particulièrement importante parce que la plupart des enquêtes réalisées jusqu'à présent concernaient seulement les délits violents graves (Sampson et al. 1997 ; Kennedy et al. 1998 ; Rosenfeld et al. 2001 ; Gatti et al., sous presse).

Le paradigme du capital social se révèle être un instrument explicatif utile en Italie aussi et même pour les délits moins graves, mais beaucoup plus répandus que ceux qui ont fait l'objet d'une étude jusqu'à présent.

Les mécanismes à travers lesquels le sens civique prévient les délits peuvent être de type différent, car l'effet préventif peut être obtenu soit en rendant plus difficiles la commission des crimes, soit en réduisant les motivations qui poussent à les commettre.

Une bonne communauté civique peut représenter, tout d'abord, un tissu social où un contrôle informel meilleur et plus efficace est réalisé, un type de contrôle qui a démontré être en mesure de réduire la délinquance présente dans un milieu déterminé (Sampson et al. 1997). Parce que, comme l'écrivait il y a plus de quarante ans Jane Jacobs (1961), qui fut l'une des premières à utiliser le concept de capital social, « *la première chose à comprendre est que l'ordre public dans les rues et sur les trottoirs de la ville n'est pas maintenu principalement par la police, bien qu'elle soit nécessaire : cet ordre est maintenu surtout par un réseau complexe et presque inconscient de contrôles spontanés et de normes acceptées que les habitants eux-mêmes font observer* ».

Une diminution des motivations à commettre des délits pourrait découler d'une amélioration des processus de développement et de socialisation dans un milieu imprégné de sens civique. Dans ce cas ce serait la famille qui produirait un meilleur développement des enfants, si les caractéristiques des parents sont la confiance dans les autres, la participation à la vie communautaire, l'engagement civique, même en présence de faibles ressources économiques. Un niveau élevé de sens civique pourrait, en outre, empêcher la formation de bandes de jeunes, ou simplement l'agrégation de jeunes déviants, qui se sont révélées capables de faciliter et d'amplifier de façon considérable le comportement déviant des jeunes, soit de type violent, soit de type acquisitif (Klein, 2001 ; Thornberry, 2002) : l'absence d'associations, d'adultes intéressés

à la communauté, de confiance dans les autres et dans les institutions pourrait laisser les jeunes dans une condition de relatif abandon, qui faciliterait l'apparition de groupes déviants et même de vraies organisations criminelles.

Une explication concernant les rapports entre sens civique et homicide émerge de la connaissance des résultats d'une récente recherche américaine qui a relevé l'existence d'une relation inverse entre le capital social et la possession d'armes à feu (Hemenway, 2001). Cet auteur a mesuré, au niveau des différents Etats américains, le niveau de confiance interpersonnelle et d'engagement civique (évalué à travers la participation à des activités de bénévolat, la participation à la vie religieuse, l'associationnisme, etc.) et il a conclu que ces indicateurs de capital social étaient inversement associés au pourcentage d'homicide et de suicides commis avec des armes à feu (pourcentage considéré comme un indicateur de la diffusion des armes à feu, qui aux Etats-Unis ne sont pas enregistrées) ; il est arrivé à cette conclusion grâce à des contrôles par niveau d'urbanisation, de pauvreté et de pourcentage d'habitants de couleur. Même si le rôle des armes à feu est probablement beaucoup plus important aux Etats-Unis qu'en Italie, il est possible que dans ce dernier pays un rapport entre faible sens civique, possession d'armes et délits violents existe également.

Notre analyse a ensuite confirmé le lien existant entre l'urbanisation et les délits contre la propriété, lien connu depuis longtemps (Szabo, 1960) et a confirmé l'exactitude du lien entre la désagrégation familiale et l'homicide, qui a souvent fait l'objet de controverses, mais qui a été confirmée par de très nombreuses recherches (Wells et Rankin 1991).

Quant à la répartition des délits par rapport aux conditions économiques de la zone, de nombreuses recherches comparatives, même internationales, ont mis en évidence une plus grande fréquence de délits violents dans les zones pauvres (Land et al., 1990 ; Bursik et Grasmick 1993 ; Almgren et al., 1998) et une plus grande fréquence de vols dans les zones caractérisées par une plus grande richesse (Kick et LaFree 1985).

Notre recherche a démontré que les conditions économiques précaires, mesurées sur la base du taux de chômage, sont associées à l'homicide et au vol violent, mais pas au vol de véhicules ; cependant d'autres types de vol pourraient avoir une répartition différente. D'un point de vue méthodologique, il convient de souligner comment l'introduction des interactions dans les régressions a permis de mieux préciser le rôle du sens civique, et de comprendre que l'effet de prévention joue seulement dans les provinces du Sud pour l'homicide, et dans les zones plus urbanisées pour le vol violent et le vol de véhicules. Il nous paraît donc possible d'affirmer que le sens civique joue un rôle de limitation de la délinquance seulement dans les zones où le risque de ces délits est plus grand, tandis que dans les zones où le risque est plus petit, ce facteur de limitation ne semble pas important. Ce résultat, qui prouve la

complexité du rôle du sens civique, peut représenter une contribution pour atteindre l'objectif indiqué par Putnam, qui, dans sa dernière œuvre (2000), souhaite la diffusion de recherches empiriques orientées non seulement à démontrer le *pouvoir explicatif du capital social*, mais aussi à comprendre *comment et quand ses effets sont plus évidents et bénéfiques*.

Bibliographie

Almgren G., Guest A., Immerwahr G., Spittel M. (1998) Joblessness, Family Disruption and Violent Death in Chicago, 1970-90. *Criminology*, 76 (4), pp. 1465-1493.

Banfield E. C. (1958) *The Moral Basis of a Backward Society*. Chicago, The Free Press.

Beirne P. (1993) *Inventing Criminology. Essays on the Rise of "Homo Criminalis"*. Albany, State University of New York Press.

Blau J. R., Blau P.M. (1982) The Cost of Inequality: Metropolitan Structure and Violent Crime. *American Sociological Review*, 47, pp. 114-129.

Bourdieu P. (1980) Le capital social: notes provisoires. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, pp. 2-3.

Braithwaite, J. (1989) *Crime, Shame and reintegration*. Cambridge, Cambridge University Press.

Bursik R. J. Jr. (1988) Social Disorganisation and Theories of Crime and Delinquency: Problems and Prospect. *Criminology*, 26, pp. 519-552.

Bursik R. J. and Grasmick H. (1993) Economic deprivation and neighborhood crime rates, 1960-1980. *Law and Society Review*, 27, pp. 263-283.

Chamlin K., Cochran J. K. (1997) Social Altruism and Crime. *Criminology*, 35, pp. 203-227.

Coid J. (1983) The epidemiology of abnormal homicide and murder followed by suicide. *Psychological Medicine*, 13, pp. 855-860.

Coleman J. S. (1988) Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94, pp. 95-120.

Cullen F. (1994) Social Support as Organizing Concept for Criminology: Presidential Address to the Academy of Criminal Justice Sciences. *Justice Quarterly*, 11, pp. 527-559.

Dubet F. (1987) *La galère. Les jeunes en survie*. Paris, Fayard.

Fukuyama F. (1995) *Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York, The Free Press.

Gatti U., Tremblay R.E., Larocque D. (2003) Civic Community and Juvenile Delinquency: A Study of the Regions of Italy. *The British Journal of Criminology*, 43, pp. 22-40.

Gatti U., Tremblay R. E. (2005) Social capital and physical violence. In R.E. Tremblay, W.W. Hartup & J. Archer (Eds.), *Developmental Origins of Aggression*. New York, The Guilford Press, pp. 398-424.

- Gatti U., Tremblay R. E., Schadee H. (in press) Civic community and violent behavior in Italy. *Aggressive Behavior*.
- Gatti U., Verde A. (2004) Cesare Lombroso: intuizioni geniali ed ambiguità metodologiche. In B.F. Braegger, N. Queloz et al., *La criminologie – Évolutions scientifiques et pratiques: hier, aujourd'hui et demain*, Zurich, Verlag Ruegger, pp. 23-48.
- Hagan J. (1994) *Crime and Disrepute*. London, Pine Forge Press.
- Hemenway D., Kennedy B.P., Kawachi I, Putnam R.D. (2001) Firearm Prevalence and Social Capital. *Annals of Epidemiology*, 11, pp. 484–490.
- ISTAT (2004) *La sicurezza dei cittadini. Reati, vittime, percezione della sicurezza e sistemi di protezione*. Roma, Istituto Nazionale di Statistica.
- Jacobs J. (1961) *The Death and Life of Great American Cities*. Modern Library, New York, Random House.
- Kennedy B. P., Kawachi I., Prothrow-Stith D., Lochner K., Gupta V. (1998) Social Capital, Income Inequality, and Firearm Violent Crime. *Social Science and Medicine*, 1, pp.7-17.
- Kick E.L., LaFree G. (1985) Development and Social Context of Murder and Theft. *Comparative Social Research*, 8, pp. 37-58.
- Klein M. W. (1995) *The American street gang: Its nature, prevalence, and control*. New York, Oxford University Press.
- Kubrin C.E., Weitzer R. (2003) New Directions in Social Disorganization Theory. *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 40. pp. 374-402.
- LaFree G. (1998) *Losing Legitimacy: Street Crime and the Decline of Social Institutions in America*. Boulder, Westview Press.
- Land K. C., McCall P.L., Cohen L.E. (1990) Structural covariates of homicide rates: are there any invariances across time and social space? *American Journal of Sociology*, 95, 922-963.
- Lander B. (1954) *Towards an Understanding of Juvenile Delinquency*. New York, Columbia University Press.
- Lederman D., Loayza N., Menendez A.M. (2000) Violent Crime: Does Social Capital Matter? *Technical report* to The World Bank Washington D.C., Working Paper.
- Lee M.R., Bartkowski J.P. (2004) Civic Participation, Regional Subcultures and Violence. The Differential Effects of Secular and Religious Participation on Adult and Juvenile Homicide. *Homicide Studies*, 8, (1), pp. 5-39.
- Lin N. (1999) Social Networks and Status Attainment. *Annual Review of Sociology*, 25, pp. 467-487.
- McCarty B., Hagan J., Martin M.J. (2002) In and out of harm's way: Violent victimization and the social capital of fictive street families. *Criminology*, 40, pp. 831-865.
- McCord J. (2002) Social capital, family socialization, and aggressive behavior. *Paper presented at the XVth World Meeting of the International Society for Research on Aggression*, Montreal, Canada.
- McNeal R.B. Jr (1999) Parental involvement as social capital: Differential effectiveness on science achievement, truancy, and dropping out. *Social Forces*, 78, pp. 117-144.

- Messner S., Baumer E.P., Rosenfeld R. (2002) Social Capital and Violent Crime Rates across U.S. Communities. *Paper* presented at the XV World Meeting of the International Society for Research on Aggression. Montreal, July, 28-31 2002.
- Messner S., Rosenfeld R. (1994) *Crime and the American Dream*. Belmont, CA, Wadsworth.
- Pratt, T.C., Godsey, T.W. (2002) Social Support and Homicide: A Cross-National Test of an Emerging Criminological Theory. *Journal of Criminal Justice*, 30, pp. 589-601.
- Putnam, R. D., with Leonardi R., Raffaella Y., Nanetti R.Y. (1993) *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, Princeton University Press.
- Putnam R. D. (1998) *Bowling alone. The collapse and revival of American community*. New York, Simon and Schuster.
- Robinson W. S. (1950) Ecological correlations and the behavior of individuals. *American Sociological Review*, vol. 15, pp. 351-357.
- Rosenfeld R., Messner S.F., Baumer E.P. (2001) Social Capital and Homicide. *Social Forces*, 80 (1), pp. 283-309.
- Runyan D. K. and al. (1998) Children Who Prosper in Unfavorable Environments: The Relationship to Social Capital. *Pediatrics*, 101 (1), pp. 12-16.
- Salmi V, Kivivouri J. (2006) The Association between Social Capital and Juvenile Crime. *European Journal of Criminology*, 3 (2), pp. 123-148.
- Sampson R. J. (1987) Communities and Crime, in M.R. Gottfredson and T. Hirschi (eds.) *Positive Criminology*, London, Sage Publications, pp.91-114.
- Sampson R.J., Raudenbush S.W., Earls F. (1997). Neighborhood and Violent Crime: A Multilevel Study of Collective Efficacy. *Science*, 277, pp. 918-924.
- Savage J., Kanazawa S. (2002) Social Capital, Crime, and Human Nature. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 18, pp. 188-211.
- Shaw C. R., McKay H.D. (1942) *Juvenile Delinquency and Urban Areas*. Chicago, University of Chicago Press.
- Shevky E., Bell W. (1954) *Social Area Analysis: Theory, Illustrative Application and Computational Procedures*, Stanford, MA, Stanford University Press.
- Szabo D. (1960) *Crimes et villes*. Paris, Cujas.
- Thornberry T. P, Krohn M. D., Lizotte A. J., Smith C. A., Tobin K. (2002) *The toll of gang membership: Gangs and delinquency in developmental perspective*. New York, Cambridge University Press.
- Wells L.E., Rankin J.H. (1986) Families and Delinquency: A Meta-Analysis of the Impact of Broken Homes. *Social Problems*, 38, 1, pp. 71-93.
- Wright J. P., Cullen F. T., Miller, J. T. (2001) Family social capital and delinquent involvement. *Journal of Criminal Justice*, 29, pp. 1-9.